FP

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 42.757/2
DU 30 MAI 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 4 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux obligations linéaires, aux titres scindés et aux certificats de trésorerie", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Dans la mesure où le projet reproduit des dispositions de l'arrêté royal du 16 mai 2003, précité, qui a fait l'objet de l'avis 35.086/2, donné le 20 mars 2003, celles-ci ne seront pas examinées à nouveau ci-après : en ce qui les concerne, il convient de se reporter à cet avis.

2. La section de législation observait ce qui suit au sujet des formalités préalables dans son avis 35.086/2, donné le 20 mars 2003 sur le projet devenu l'arrêté royal du 16 mai 2003 relatif au marché hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie [1] :

> "L'article 3, § 2, 5/, du projet d'arrêté donne à la Banque nationale de Belgique la qualité de membre de plein droit du marché organisé par l'arrêté et l'article 12 du projet d'arrêté charge la Banque nationale de Belgique de la liquidation des transactions portant sur les titres dématérialisés faisant l'objet du présent arrêté, notifiées à son système de compensation de titres.

(1) Moniteur belge du 28 mai 2003, pp. 29.299-29.301.

Ces deux articles n'ont pas été soumis à l'avis de la Banque centrale européenne.

Or, en vertu de l'article 2, paragraphe 1er, de la décision 98/415/CE du Conseil du 29 juin 1998 relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet de projets de réglementation, les autorités des États membres consultent la BCE sur tout projet de réglementation relevant de son domaine de compétence en vertu du traité, et notamment en ce qui concerne les banques centrales nationales.

La section de législation n'aperçoit pas les raisons qui justifieraient que les articles précités du projet d'arrêté ne soient pas soumis à la consultation de la Banque centrale européenne.

En effet, le fait de reproduire des dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie, ne dispense pas l'auteur du projet de la consultation de la Banque centrale européenne, cette obligation résultant d'une décision de 1998."

Comme l'article 3, § 2, 5/, du projet attribue également à la Banque nationale de Belgique la qualité de membre de plein droit du marché réglementé hors bourse et que son article 18 la charge "de la liquidation des transactions portant sur les titres dématérialisés faisant l'objet du présent arrêté, qui sont notifiées à son système de liquidation de titres", cette observation vaut également pour ces dispositions, ainsi que pour l'article 4, alinéa 4.

3. Dès lors que le projet d'arrêté royal assure la transposition de la directive 2004/39, il y aurait lieu, pour assurer l'information complète des destinataires des règles en projet, de joindre au rapport au Roi un tableau de correspondance faisant apparaître les dispositions de la directive qui sont transposées et par quels articles du projet elles le sont.

Ce tableau aurait d'ailleurs dû être transmis au Conseil d'État afin de faciliter son examen du texte.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1er

La directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE du Conseil (ci-après la directive 2004/39) ne doit pas être visée dans le préambule de l'arrêté en projet, car elle n'en constitue pas un fondement juridique en droit interne.

Dans la mesure où le projet en assure la transposition, et comme l'article 70, alinéa 3, de cette directive prévoit que, "[l]orsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle [et que] [l]es modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres", il y a toutefois lieu d'insérer cette référence dans le dispositif, sous la forme d'un article 1er.

Alinéa 3

La mention de la loi du 19 juin 1959 doit être omise car les modifications apportées par l'article 8 de cette loi à l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des rentes ont cessé d'être en vigueur du fait de celles ultérieurement réalisées par la loi du 22 juillet 1991 à laquelle il est ensuite fait référence.

Il convient en revanche de compléter l'énumération des modifications apportées à l'arrêté-loi du 18 mai 1945 par la mention de l'arrêté royal du 13 juillet 2001 [2] et de la loi du 23 décembre 2005 [3].

---

(2) L'article 32 de l'arrêté royal du 13 juillet 2001 portant exécution de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution et qui relève du ministère des Finances modifie l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté-loi du 18 mai 1945, précité.

(3) L'article 51 de la loi du 23 décembre 2005 portant des dispositions diverses modifie l'article 2, alinéa 3, du même arrêté-loi.

.../...

Alinéa supplémentaire à insérer entre les alinéas 3 et 4

Comme l'article 21 du projet tend à modifier l'article 4, alinéa 1er, 1/, de l'arrêté royal du 26 mai 1994 relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre Ier de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières, celui-ci doit également être visé dans un alinéa supplémentaire du préambule ainsi rédigé :

"Vu l'arrêté royal du 26 mai 1994 relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre Ier de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières, notamment l'article 4, alinéa 1er, 1/;".

Alinéa 7 (devenant l'alinéa 8)

La référence exacte se fera à l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Dispositif

Article 1er

Les 11/, 12/ et 13/ définissent le "MTF", l'"autre marché réglementé" et "l'internalisateur systématique" par simple renvoi à l'article 4, paragraphe 1, 15), 14) et 7), respectivement, de la directive 2004/39.

Le Conseil d'État se demande s'il est nécessaire d'encore définir ces termes - et qui plus est, par un tel renvoi - dans l'arrêté en projet, alors qu'il se fonde sur des dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et qu'il est prévu de faire figurer dans son article 2 une définition de ces termes en vue de la transposition de cette directive [4].

(4) Voir l'article 2 du projet d'arrêté royal "visant à transposer la directive européenne concernant les marchés d'instruments financiers" faisant l'objet de l'avis 42.812/2, donné le 18 avril 2007.

Si l'auteur du projet estimait néanmoins nécessaire d'y maintenir ces définitions, il serait alors préférable d'y reproduire fidèlement les définitions de la directive auxquelles il se borne actuellement à faire référence ou de renvoyer aux définitions correspondantes qui figureront dans l'article 2 de la loi du 2 août 2002, précitée, par référence au numéro d'ordre qui sera le leur dans cet article, une fois modifié afin de les y inclure.

Quelle que soit la solution retenue, le 10/ de l'article 1er du projet devrait être omis.

Article 3

L'alinéa 1er du paragraphe 1er excepte les "catégories g) et i)" d'intermédiaires qualifiés visés à l'article 2, alinéa 1er [5], 10/, de la loi du 2 août 2002, précitée.

L'attention de l'auteur du projet est toutefois attirée sur le fait que l'abrogation de ce g) est prévue par l'article 2, 8/, du projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis 42.812/2, précité.

Le Conseil d'État se demande d'autre part si la locution "dans la mesure où [ils/elles]", à la fin des 1/ à 4/ du paragraphe 2, a le sens du pronom relatif "qui", auquel cas mieux vaudrait utiliser ce dernier, ou un sens différent, qu'il conviendrait alors d'expliciter dans le rapport au Roi.

Article 4

Alinéa 4

Cette disposition envisage l'hypothèse de transactions faites par l'État, par le Fonds des Rentes, et d'opérations effectuées par la Banque centrale européenne ou par des membres du système européen de banques centrales.

---

(5) C'est donc "l'article 2, alinéa 1er, 10/, de la loi" qu'il y a lieu de viser, plutôt que son article "2, 10/".

À ce dernier égard, l'arrêté royal du 16 mai 2003 relatif au marché hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie que l'arrêté royal en projet est appelé à remplacer, prévoit en son article 5, alinéa 4, non seulement les opérations effectuées par la Banque centrale européenne et par les banques centrales nationales du système européen des banques centrales mais également celles faites "pour le compte de la Banque centrale européenne par la Banque nationale de Belgique".

On peut supposer que cette hypothèse est couverte par le libellé envisagé à l'article 4, alinéa 4, mais pour éviter toute incertitude à cet égard, il y aurait lieu de le préciser dans le rapport au Roi.

Article 8

Cet article doit être omis, car il ne constitue qu'un rappel de la règle attributive de compétence établie par l'article 123, § 2, de la loi du 2 août 2002, précitée. Ce rappel doit trouver sa place dans le rapport au Roi plutôt que dans le dispositif, où il risque, s'il est lu comme une règle nouvelle, d'induire en erreur sur sa valeur légale.

Article 9

L'article 9 prévoit la possibilité d'un règlement arbitral des différends. Ce règlement doit se faire conformément à la sixième partie du Code judiciaire relative à l'arbitrage. À cet égard, il y a lieu en particulier de veiller à l'indépendance et à l'impartialité de l'arbitre (article 1690 du Code judiciaire) sous peine de le voir récusé (article 1691 du Code judiciaire). Ce risque ne peut pas être écarté lorsque le Comité du Fonds des Rentes désigne comme arbitre un de ses membres. Aussi, il y aurait lieu de ne pas restreindre le choix du Comité et, dès lors, de rédiger l'article 9 comme suit :

"Art. 9. Ce Comité peut désigner un arbitre ou un président d'un collège arbitral lors du règlement d'un différend relatif au marché si toutes les parties au différend consentent à un tel mandat et acceptent que la sentence arbitrale forme le règlement complet et définitif de leur différend."

Article 21

Il convient de se reporter à l'observation sur le préambule visant à l'insertion d'un alinéa supplémentaire entre les alinéas 3 et 4 : il faut viser "l'article 4, alinéa 1er, 1/," de l'arrêté royal du 26 mai 1994 à modifier.

---

La chambre était composée de

| | | |
|---|---|---|
| Messieurs | Y. KREINS, | président de chambre, |
| | P. VANDERNOOT, | conseillers d'État, |
| Madame | M. BAGUET, | |
| Monsieur | G. KEUTGEN, | assesseur de la section de législation, |
| Madame | B. VIGNERON, | greffier. |

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

FP

KONINKRIJK BELGIË

---

ADVIES 42.757/2
VAN 30 MAI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

---

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 april 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## Algemene opmerkingen

1. In zoverre het ontwerp bepalingen overneemt van het voormelde koninklijk besluit van 16 mei 2003, waarover het op 20 maart 2003 verstrekte advies 35.086/2 is uitgebracht, worden ze hierna niet opnieuw onderzocht : voor deze bepalingen behoort te worden teruggegrepen naar dat advies.

2. De afdeling wetgeving heeft in haar advies 35.086/2, verstrekt op 20 maart 2003 over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 16 mei 2003 betreffende de buitenbeursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste

effecten en de schatkistcertificaten [1] in verband met de voorafgaande vormvereisten gewezen op het volgende :

> "Artikel 3, § 2, 5/ van het ontwerp van besluit bepaalt dat de Nationale Bank van België van rechtswege lid is van de markt die bij datzelfde besluit geregeld wordt, en bij artikel 12 van het ontwerp wordt de Nationale Bank van België belast met de vereffening van de transacties in de gedematerialiseerde effecten waarover het besluit handelt en die worden genotificeerd aan haar effectenvereffeningsstelsel.
>
> Over deze twee artikelen is de Europese Centrale Bank niet geraadpleegd.
>
> Krachtens artikel 2, lid 1, van beschikking 98/415/EG van de Raad van 29 juni 1998 betreffende de raadpleging van de Europese Centrale Bank door de nationale autoriteiten over ontwerpen van wettelijke bepalingen dienen de autoriteiten van de lidstaten echter de ECB te raadplegen over elk ontwerp van wettelijke bepaling op de gebieden die krachtens het Verdrag onder de bevoegdheid van de ECB vallen, met name de nationale centrale banken.
>
> Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk om welke redenen de Europese Centrale Bank over de voormelde artikelen van het ontwerp niet geraadpleegd is.
>
> De omstandigheid dat bepalingen worden overgenomen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buitenbeursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten, stelt de steller van het ontwerp niet vrij van raadpleging van de Europese Centrale Bank, een verplichting die voortvloeit uit een beschikking van 1998."

Aangezien artikel 3, § 2, 5/, van het ontwerp ook aan de Nationale Bank van België de hoedanigheid toekent van lid van rechtswege van de gereglementeerde buitenbeursmarkt en artikel 18 ervan de Nationale Bank belast "met de vereffening van de transacties in de gedematerialiseerde effecten die het voorwerp uitmaken van dit besluit en die werden genotificeerd aan haar effectenvereffeningsstelsel", geldt deze opmerking eveneens voor die bepalingen, alsmede voor artikel 4, vierde lid.

3. Daar het ontwerp van koninklijk besluit voorziet in de omzetting van richtlijn 2004/39 zou, teneinde de adressaten van de ontworpen regels volledig in te lichten, bij het verslag aan de Koning een concordantietabel moeten worden gevoegd met de bepalingen van de richtlijn die worden omgezet en de artikelen van het ontwerp waarbij dit geschiedt.

---

(1) Belgisch Staatsblad van 28 mei 2003, blz. 29.299-29.301.

Deze tabel had trouwens aan de Raad van State moeten worden toegezonden om het onderzoek van de tekst te vergemakkelijken.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

In de aanhef van het ontworpen besluit moet niet worden verwezen naar richtlijn 2004/39/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende markten voor financiële instrumenten, tot wijziging van de richtlijnen 85/611/EEG en 93/6/EEG van de Raad en van richtlijn 2000/12/EG van het Europees Parlement en de Raad en houdende intrekking van richtlijn 93/22/EEG van de Raad (hierna te noemen richtlijn 2004/39), daar ze geen rechtsgrond ervoor oplevert in het interne recht.

Doordat het ontwerp voorziet in de omzetting ervan en aangezien artikel 70, derde lid, van deze richtlijn bepaalt dat, "wanneer de lidstaten deze bepalingen aannemen, [...] in die bepalingen zelf of bij de officiële bekendmaking daarvan naar deze richtlijn [wordt] verwezen [en dat] de regels voor deze verwijzing worden vastgesteld door de lidstaten", dient deze verwijzing nochtans te worden opgenomen in het dispositief, in de vorm van een artikel 1.

Derde lid

De vermelding van de wet van 19 juni 1959 moet vervallen, daar de bij artikel 8 van deze wet in de besluitwet van 18 mei 1945 tot oprichting van een Rentenfonds aangebrachte wijzigingen, opgehouden zijn te gelden ten gevolge van wijzigingen die later zijn aangebracht bij de wet van 22 juli 1991, waarnaar daarna wordt verwezen.

Daarentegen dient de opsomming van de in de besluitwet van 18 mei 1945 aangebrachte wijzigingen te worden aangevuld met de vermelding van het koninklijk besluit van 13 juli 2001 [2] en van de wet van 23 december 2005 [3].

Extra lid in te voegen tussen het derde en vierde lid

Aangezien artikel 21 van het ontwerp ertoe strekt artikel 4, eerste lid, 1/, te wijzigen van het koninklijk besluit van 26 mei 1994 over de inhouding en de vergoeding van de roerende voorheffing overeenkomstig hoofdstuk I van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten, moet er eveneens naar worden verwezen in een extra lid van de aanhef dat als volgt luidt:

"Gelet op het koninklijk besluit van 26 mei 1994 over de inhouding en de vergoeding van de roerende voorheffing overeenkomstig hoofdstuk I van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten, inzonderheid op artikel 4, eerste lid, 1/;".

Zevende lid (dat het achtste lid wordt)

De juiste verwijzing is die naar artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

---

(2) Artikel 32 van het koninklijk besluit van 13 juli 2001 houdende uitvoering van de wet van 26 juni 2000 betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden zoals bedoeld in artikel 78 van de Grondwet en die ressorteert onder het Ministerie van Financiën, wijzigt artikel 2, vierde lid, van de voormelde besluitwet van 18 mei 1945.

(3) Artikel 51 van de wet van 23 december 2005 houdende diverse bepalingen wijzigt artikel 2, derde lid, van dezelfde besluitwet.

Dispositief

Artikel 1

In de onderdelen 11/, 12/ en 13/ worden "MTF", de "andere gereglementeerde markt" en de "beleggingsonderneming met systematische interne afhandeling" gedefinieerd door gewoon te verwijzen naar respectievelijk artikel 4, lid 1, 15), 14) en 7), van richtlijn 2004/39.

De Raad van State vraagt zich af of het nodig is deze termen nog te definiëren in het ontworpen besluit - en dan nog met een zodanige verwijzing -, terwijl dit besluit steunt op bepalingen van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en het de bedoeling is in artikel 2 ervan een definitie van deze termen op te nemen met het oog op de omzetting van deze richtlijn [4].

Mocht de indiener van het ontwerp het niettemin noodzakelijk achten deze definities in het besluit te handhaven, dan zou het verkieslijk zijn daarin getrouw de definities over te nemen van de richtlijn waarnaar hij thans niet meer dan verwijst of te verwijzen naar de overeenstemmende definities die opgenomen zullen worden in artikel 2 van de voormelde wet van 2 augustus 2002, door te verwijzen naar het volgnummer dat ze zullen hebben in dat artikel, als het eenmaal is gewijzigd om ze erin op te nemen.

Ongeacht de gekozen oplossing zou onderdeel 10/ van artikel 1 van het ontwerp moeten vervallen.

(4) Zie artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit "tot omzetting van de Europese richtlijn betreffende de markten voor financiële instrumenten", waarover op 18 april 2007 advies 42.812/2 is verstrekt.

Artikel 3

Het eerste lid van paragraaf 1 sluit de "categorieën g) en i)" uit van de gekwalificeerde tussenpersonen bedoeld in artikel 2, eerste lid [5], 10/, van de voormelde wet van 2 augustus 2002.

De steller van het ontwerp wordt er evenwel op gewezen dat artikel 2, 8/, van het ontwerp van koninklijk besluit, waarover voormeld advies 42.812/2 is verstrekt, voorziet in de opheffing van deze g).

De Raad van State vraagt zich ook af of de uitdrukking "in de mate dat zij" aan het slot van de onderdelen 1/ tot 4/ van paragraaf 2, de betekenis heeft van het betrekkelijk voornaamwoord "die", in welk geval het beter zou zijn dat voornaamwoord te gebruiken, of een andere betekenis, die dan zou moeten worden gepreciseerd in het verslag aan de Koning.

Artikel 4

Vierde lid

Deze bepaling voorziet in het geval van transacties uitgevoerd door de Staat, door het Rentenfonds, en van verrichtingen gedaan door de Europese Centrale Bank of door leden van het Europees stelsel van centrale banken.

In dat laatste verband voorziet artikel 5, vierde lid, van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 betreffende de buitenbeursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten, dat door het ontworpen koninklijk besluit zou worden vervangen, niet alleen in de verrichtingen van de Europese Centrale Bank en van andere nationale centrale banken van het Europees stelsel van centrale banken, maar eveneens in de verrichtingen "in opdracht van de Europese Centrale Bank uitgevoerd door de Nationale Bank van België".

---

(5) Er dient dus te worden verwezen naar "artikel 2, eerste lid, 10/, van de wet" in plaats van naar artikel "2, 10/".

Men kan ervan uitgaan dat dit geval geregeld wordt in het ontworpen artikel 4, vierde lid, maar om elke twijfel daaromtrent weg te nemen, dient zulks te worden gepreciseerd in het verslag aan de Koning.

Artikel 8

Dit artikel moet vervallen daar het slechts een herhaling is van de bevoegdheidsbepalende regel gesteld in artikel 123, § 2, van de voormelde wet van 2 augustus 2002. Deze memorering hoort thuis in het verslag aan de Koning in plaats van in het dispositief, waar ze indien ze verstaan wordt als een nieuwe regel, verwarring kan doen ontstaan omtrent de rechtswaarde ervan.

Artikel 9

Artikel 9 voorziet in de mogelijkheid om geschillen scheidsrechterlijk te beslechten. Deze beslechting moet geschieden overeenkomstig het zesde deel van het Gerechtelijk Wetboek betreffende arbitrage. In dat verband dient er inzonderheid op te worden toegezien dat de arbiter onafhankelijk en onpartijdig is (artikel 1690 van het Gerechtelijk Wetboek) wil hij niet worden gewraakt (artikel 1691 van het Gerechtelijk Wetboek). Dit gevaar kan niet worden geweerd wanneer het Comité van het Rentenfonds een van zijn leden aanwijst als scheidsrechter. De keuze van het Comité mag dan ook niet worden beperkt en artikel 9 dient bijgevolg te worden geredigeerd als volgt :

"Art. 9. Dit Comité kan een scheidsrechter of een voorzitter van een scheidsrechterlijk college aanwijzen bij het beslechten van een geschil in verband met de markt als alle partijen bij het geschil met een zodanig mandaat instemmen en aanvaarden dat de scheidsrechterlijke uitspraak hun geschil volledig en definitief beslecht."

Artikel 21

Er wordt verwezen naar de opmerking over de aanhef die ertoe strekt een extra lid in te voegen tussen het derde en vierde lid : er moet verwezen worden naar "artikel 4, eerste lid, 1/," van het te wijzigen koninklijk besluit van 26 mei 1994.

---

De kamer was samengesteld uit

| | | |
|---|---|---|
| de Heren | Y. KREINS, | kamervoorzitter, |
| | P. VANDERNOOT, | staatsraden, |
| Mevrouw | M. BAGUET, | |
| de Heer | G. KEUTGEN, | assessor van de afdeling wetgeving, |
| Mevrouw | B. VIGNERON, | griffier. |

Het verslag werd uitgebracht de door M. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS